

INTERNATIONAL

L'APRÈS POUTINE EN RUSSIE



Angelika
Millendorfer

Directrice de l'équipe
Emerging Markets
Equities
Raiffeisen
Capital
Management

Quel est l'avenir politique de Poutine ? La poursuite de sa politique et le maintien d'une certaine stabilité en Russie sont un atout pour le secteur bancaire. Les investisseurs occidentaux pourraient alors accroître leur part dans le capital des banques russes.

Les spéculations quant à l'avenir politique de Poutine qui doit abandonner sa fonction présidentielle en 2008 vont bon train depuis longtemps. Des rumeurs ont circulé sur sa volonté de modifier la constitution – selon laquelle le nombre maximum de mandats consécutif est de deux [1] – afin de pouvoir briguer un troisième mandat en mars 2008. Il a de nombreuses fois démenti et, tout du moins pour l'instant, rien ne permet de penser qu'il le fera. Le lever de rideau sur l'avenir politique de Poutine n'est intervenu que récemment. Celui-ci a décidé d'apporter son soutien au parti Russie Unie lors des élections législatives prévues le 2 décembre et a fait part de sa volonté de se présenter comme tête de liste. Il pourrait ainsi devenir le nouveau Premier ministre de la Russie en 2008. Reste encore à savoir qui Poutine soutiendra comme candidat à l'élection présidentielle en mars 2008. Là encore,

le successeur de Boris Eltsine a créé la surprise en désignant de Viktor Zubkov au poste de Premier ministre en septembre. Vice-ministre des Finances, Zubkov était peu connu en Russie. Pour la plupart des observateurs, il ne faisait aucun doute que la succession devait revenir à l'un ou l'autre des deux vice-Premiers ministres, Dmitry Medvedev ou Sergueï Ivanov. Ce n'est que quelques jours après la désignation de Zubkov que Poutine avait proposé son nom comme candidat à sa succession. Poutine et Zubkov se connaissent depuis les années quatre-vingt-dix, alors qu'ils étaient tous deux en fonction à Saint-Petersbourg. Très rapidement, Zubkov s'est hissé parmi les quatre hommes politiques les plus populaires de Russie, apparaissant déjà alors comme un candidat potentiel.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN LIGNE DE MIRE

Selon un sondage, plus de 40 % de la population apporterait son vote au candidat soutenu par Poutine lors des élections législatives de décembre.

En tant que – futur ? – Premier ministre, Poutine considère qu'une personnalité dirigeante trop affirmée du futur président constituerait un risque à prendre au sérieux. Selon la constitution russe, le Premier ministre est subordonné au président et peut donc être révoqué de ses fonctions à tout moment.

Eltsine a exercé ce droit à plusieurs reprises, notamment pour destituer le Premier ministre Kiriyenko. La désignation tardive de son candidat préféré indique que Poutine ne souffrira donc pas une personnalité dirigeante affirmée.

Poutine divulguera probablement le nom de son poulain fin décembre. D'aucuns spéculent que Zubkov sera nommé président et qu'il pourrait démissionner peu de temps après pour des raisons de santé, ce qui permettrait à Poutine de briguer un nouveau mandat avant 2012.

UN BILAN ÉCONOMIQUE STATISFAISANT

S'il quitte effectivement le Kremlin l'année prochaine, il sera satisfait de son bilan. Beaucoup d'Occidentaux garderont surtout de l'ère Poutine la guerre en Tchétchénie, la malheureuse affaire Youkos, de mystérieux empoisonnements et un style devenu sans aucun doute de plus en plus autocratique ces dernières années.

Le pays s'est cependant enrichi et considérablement stabilisé sous Poutine. Pendant ses huit années au pouvoir, le PIB a quintuplé en valeur et les cours des actions ont progressé de 1150 %. Les données économiques actuelles sont excellentes : croissance du PIB 7-7,5 %, excédent budgétaire 4 %, excédent de la balance des opérations courantes 7 % du PIB. La consommation est en plein essor. Il ne fait aucun doute que Poutine a la faveur

[1] Chapitre 4, "Le président de la Fédération de Russie", article 81, al. 3 : "Une même personne ne peut exercer la fonction de président de la Fédération de Russie plus de deux mandats consécutifs".

de la population russe qui le considère comme le stratège à l'origine du boom économique et politique du pays. Récemment, la victoire de Sochi pour l'organisation des Jeux Olympiques d'hiver en 2014 a également contribué à la popularité du président russe qui s'était personnellement engagé pour soutenir la candidature de la ville. Il y a fort à parier que le marché des actions réagira de manière positive si le successeur du président russe poursuit sa ligne politique. Le fait que Poutine demeure aux commandes politiques sera très probablement accueilli positivement par le marché des actions.

UNE TRANSITION SANS ENCOMBRE

Il y a de fortes chances que l'on assiste à une transition sans encombre vers un successeur qui poursuivra dans ses grandes lignes la politique de Poutine. Reste à savoir s'il jouira d'un cadre économique aussi favorable que son prédécesseur, à savoir d'une poursuite du boom des marchés du pétrole et des matières premières. Car en dehors du secteur des matières premières, la Russie a encore tout à prouver sur le plan du développement d'industries compétitives au niveau international. De bonnes portes d'entrée pourraient être le secteur de la sidérurgie, le domaine de la défense et éventuellement l'industrie automobile. Ceci constitue pour les années à venir l'un des défis majeurs que la Russie et son nouveau président auront à relever.

L'EXPLOSION DANS LE DOMAINE DES CRÉDITS À LA CONSOMMATION

La poursuite de la politique de Poutine et l'assurance de la stabilité politique en Russie sont certainement un atout clé pour le secteur bancaire. Les banques russes se

sont remises de la crise bancaire qui a secoué le secteur en 1998. Aujourd'hui, elles profitent du boom économique et peuvent se développer grâce à la hausse des salaires et la faible pénétration du marché. En plus du triplement des salaires réels depuis 1999, c'est surtout l'explosion dans le domaine des crédits à la consommation qui est et restera un facteur de croissance essentiel. À salaire égal, les Russes contractent beaucoup moins de crédits que leurs voisins d'Europe de l'Est. En 2006, les crédits aux particuliers ont représenté 8 % du PIB, contre presque 0 % pendant les années 1999-2000, et devraient atteindre entre 10 % et 15 % ces prochaines années. En comparaison, le taux moyen dans les PECO s'établit actuellement à 19 % ! La proportion de financements immobiliers demeure par ailleurs très faible.

LA MONTÉE DES INVESTISSEURS ÉTRANGERS AU CAPITAL DES BANQUES RUSSES

Parallèlement à la forte augmentation des crédits, les fonds propres des banques russes sont en baisse constante, si bien qu'un apport extérieur de capitaux sera nécessaire au maintien de la forte croissance. Mais les actionnaires actuels sont soit incapables de fournir les capitaux, soit ils préfèrent profiter de la bonne conjoncture pour vendre des parts. Même le financement des bénéficiaires courants n'est actuellement pas suffisant.

Il faudra donc forcément avoir recours aux liquidités d'investisseurs occidentaux pour financer la croissance. Comparé aux autres pays d'Europe de l'Est, le nombre de banques détenues par des étrangers est très faible. La part des banques des investisseurs étrangers dans les banques russes, rapportée au total des bilans, est de seulement 8 %. En Pologne, par exemple, elle atteint

70 %, et plus de 90 % en Turquie et en Hongrie. En faisant passer une loi en 2006, Poutine a facilité l'accès aux banques russes par des investisseurs étrangers. Alors qu'auparavant toute participation faisait l'objet d'une autorisation de la Banque centrale Russe, il est désormais possible pour des investisseurs étrangers d'acquiescer jusqu'à 20 % du capital d'une banque russe sans nécessité d'autorisation.

Une augmentation de la part des investisseurs étrangers dans le capital des banques russes est attendue ces prochaines années. L'entrée en Bourse et l'augmentation de capital des deux premières banques nationales russes Sberbank et VTB qui ont chacune injecté plus de 8 milliards de dollars dans leurs caisses, illustrent bien cette ouverture du secteur bancaire russe. Le nombre et le volume des transactions d'investisseurs stratégiques ont également nettement augmenté au cours des deux dernières années. Ainsi, Raiffeisen International a racheté Impexbank, spécialisée dans les clients privés ainsi que les petites et moyennes entreprises, la société belge KBC est devenu actionnaire majoritaire d'Absolute Bank et la Société Générale a acquis 20 % des parts de la Rosbank.

La participation de plus en plus importante d'investisseurs occidentaux est un facteur positif tant pour le secteur bancaire russe que pour le marché des actions. Du fait de l'arrivée de capitaux et du transfert de risque, l'engagement occidental devrait contribuer à la stabilité du secteur bancaire russe et les nouvelles introductions en Bourse devraient permettre aux investisseurs en actions de trouver un plus grand nombre de titres financiers cotés en Bourse. ■

« Le pays s'est enrichi et considérablement stabilisé sous Poutine. Pendant ses huit années au pouvoir, le PIB a quintuplé en valeur et les cours des actions ont progressé de 150 % »